

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

(CCAP N° 2025-SDIT-DMIF-01 du 07 août 2025)

### *Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

État, Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation

### *Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)*

Monsieur le préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine, Préfet de la Gironde par décret du 11 janvier 2023

### *Objet du marché*

Diagnostic des mobilités prospectif multimodal à 2040 et 2050 en Gironde

### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : le à 12h00 (heure locale de l'adresse du RPA)

Le présent CCAP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	5
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-5. Dispositions générales.....	8
1-6 Ordres de service.....	13
1-8. Propriété intellectuelle.....	13
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>14</b>
3-1 Contenu des prix - Règlement des comptes.....	14
3-2 Variation dans les prix.....	15
3-3 Paiement direct des sous-traitants.....	16
<b>ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>16</b>
4-1. Délai de réalisation.....	16
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	16
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	16
4-4. Autres pénalités.....	17
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>	<b>19</b>
5-1. Retenue de garantie.....	19
5-2. Avances.....	19
<b>ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>20</b>
7-1. Conditions d'exécution.....	20
<b>ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>21</b>
8-1. Admission.....	21

<b>8-2. Garantie des prestations.....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION.....</b>	<b>22</b>
<b>9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....</b>	<b>22</b>
<b>9-2. Résiliation.....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 12. CLAUSES SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>23</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans la suite du présent document le "Maître d'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.*

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché**

Les prestations concernent :

Le présent marché porte sur la réalisation d'un diagnostic prospectif multimodal et partenarial des mobilités à l'horizon 2040 et 2050 sur le département de la Gironde. Cette étude vise à évaluer l'impact des évolutions socio-économiques, démographiques, et technologiques sur les pratiques de mobilité, ainsi qu'à analyser des scénarios prospectifs pour identifier des leviers d'amélioration du système de transport.

Les prestations comprendront :

- L'exploitation de l'outil de modélisation multimodal multipartenarial (MMM33) pour recalibrer le scénario 2040 et développer des scénarios prospectifs 2050 ;
- L'analyse des impacts sur la congestion routière, le report modal, les émissions de gaz à effet de serre et l'accessibilité territoriale ;
- La définition de recommandations stratégiques pour accompagner la transition vers des mobilités durables en cohérence avec les objectifs de décarbonation et de solidarités territoriales.

Le lieu d'exécution des prestations couvre l'ensemble du territoire girondin, incluant les zones urbaines, périurbaines et rurales, avec une attention particulière portée à la métropole bordelaise, ses axes structurants (rocade, autoroutes, réseaux ferroviaires), ainsi qu'aux zones d'échanges entre la métropole et les territoires environnants.

Il intègre les infrastructures et services multimodaux, notamment :

- Le réseau routier départemental et métropolitain, y compris les voies réservées et les aires de covoiturage ;
- Les infrastructures ferroviaires existantes et les projets en cours (Service Express Régional Métropolitain, lignes nouvelles Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax) ; ~RC • Les réseaux cyclables sécurisés en développement ;
- Les installations liées à l'électromobilité (infrastructures de recharge des véhicules électriques) ;

Le périmètre pourra être ajusté en fonction des besoins d'analyse pour tester les scénarios

prospectifs et les interactions entre les différents modes de transport, en lien avec les objectifs de décarbonation et d'accessibilité territoriale aux horizons 2040 et 2050.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

## **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas alloties.

## **1-3. Intervenants et forme des notifications**

### **1-3.1.** Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

### **1-3.2.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

### **1-3.3.** Autres intervenants

Les membres du comité technique et du comité des mobilités :

La Préfecture de Gironde  
2 Esplanade Charles-de-Gaulle  
CS 41397  
33077 Bordeaux Cedex  
Tel : 05 56 90 60 60

Conseil régional Nouvelle-Aquitaine  
14 rue François de Sourdis  
33000 Bordeaux  
Tel : 05 49 38 49 38

Conseil départemental de Gironde  
1 Esplanade Charles-de-Gaulle  
33000 Bordeaux Cedex  
Tel : 05 56 99 33 33

Bordeaux Métropole  
Esplanade Charles-de-Gaulle  
33045 Bordeaux Cedex  
Tel : 05 56 99 84 84

Nouvelle-Aquitaine Mobilités  
39 rue d'Armagnac  
Bâtiment E2  
33800 Bordeaux

La Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM33)  
Cité administrative  
2 rue Jules-Ferry  
BP 90  
33090 Bordeaux Cedex  
Tel : 05 56 93 30 33

La Direction interdépartementale des routes Atlantiques (DIRA)  
Cité administrative  
2 rue Jules-Ferry  
BP 90  
33090 Bordeaux Cedex  
Tel : 05 57 81 64 90

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée pour le côté modélisation par :  
Cerema Direction territoriale Sud-Ouest  
103 rue Pierre Ramond,  
33160 Saint Médard en Jalles  
Tel : 05 56 70 66 33

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée pour le côté socio-économique par :  
L'agence d'Urbanisme Bordeaux Aquitaine (A'urba)  
1 quai Armand Lalande,  
33300 Bordeaux  
Tel : 05 56 99 86 33

#### **1-3.4.** Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef du Service Déplacements Infrastructures et Transports ou son adjoint ou le chef du Département Mobilité et Infrastructure Ferroviaire de Bordeaux ou son adjointe de la DREAL Nouvelle-Aquitaine pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)

#### **1-3.5.** Représentation du maître d'ouvrage

La personne physique, dénommée pilote, qui est désignée par le titulaire pour répondre de la qualité d'exécution des prestations et le représenter dans toutes les relations avec le représentant du RPA est :

- nom et prénom (qualité) .....  
.....

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des personnes qui se trouvent nommément désignées, l'article 3.4.3 du CCAG est applicable.

Le titulaire est responsable de la complète continuité d'exécution de ses missions.

### **1-3.6.** Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement(destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. . Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information ( ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci ( ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'oeuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'oeuvre.

## **1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-4.1.** Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

### **1-4.2.** Sites sensibles

Sans objet.

### **1-4.3.** RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.~RCEn cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

## **1-5. Dispositions générales**

### **1-5.1.** Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les



six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-5.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### **1-5.2.1.** Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-5.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

##### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

### **1-5.3.** Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-5.4.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

### **1-5.5.** Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

### **1-5.6.** Clauses sociales et environnementales

#### 1-5.6.1. Clauses sociales

Sans objet.

#### 1-5.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Conformément à l'article 16.2 du CCAG-PI, les conditions d'exécution du marché intègrent des exigences environnementales visant à concilier développement économique, protection de l'environnement et progrès social. Ces conditions s'inscrivent dans une démarche de responsabilité sociétale et environnementale, et concernent notamment :

- Mobilité et déplacements professionnels
  - Les réunions de suivi et de concertation seront organisées en visioconférence ou par d'autres moyens numériques chaque fois que cela est possible, afin de réduire les déplacements et les émissions de gaz à effet de serre.
  - Lorsque des déplacements physiques sont nécessaires, le titulaire s'engage à privilégier les modes de transport à faible empreinte carbone, tels que :
    - Les transports en commun (train, tramway, bus),

- Les véhicules électriques ou hybrides,
  - Le covoiturage lorsque plusieurs membres de l'équipe se rendent sur un même site.
- Les missions de terrain devront être mutualisées et optimisées afin de limiter le nombre de trajets et d'en réduire l'impact environnemental.
- Gestion des ressources et des supports de travail
  - Dématérialisation des livrables : la majorité des documents et rapports seront transmis sous format numérique (.pdf, .docx, .shp, etc.) pour limiter l'usage du papier et réduire l'empreinte environnementale du marché.
  - Impression responsable : en cas de nécessité d'impressions papier (demandes spécifiques du MOA ou réunions nécessitant des supports physiques), celles-ci devront être réalisées sur :
    - Papier recyclé ou certifié FSC/PEFC,
    - Avec des encres écologiques,
    - En recto-verso et en format optimisé pour limiter la consommation de papier.
  - Gestion des déchets : tout matériel informatique ou électronique utilisé dans le cadre du marché devra être recyclé ou réemployé via des filières agréées en fin de vie.
- Intégration des enjeux environnementaux dans l'étude et les recommandations
  - Les travaux réalisés devront prendre en compte et valoriser les objectifs de transition énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en conformité avec :
    - Les Accords de Paris et les engagements de neutralité carbone à 2050,
    - Les politiques locales de mobilité durable (ex. : Plans Climat Air Énergie Territoriaux – PCAET, Zones à Faibles Émissions – ZFE, stratégies régionales de transport).
  - Le titulaire devra s'assurer que ses analyses, simulations et recommandations intègrent des critères environnementaux, notamment :
    - Les impacts des scénarios sur la qualité de l'air et la réduction des émissions de GES,
    - La promotion des mobilités durables (transports en commun, modes actifs, électromobilité, covoiturage),
    - Les effets des infrastructures et aménagements proposés sur la biodiversité et l'artificialisation des sols.
- Sensibilisation et engagement des parties prenantes
  - Le titulaire devra intégrer une dimension pédagogique et de sensibilisation aux enjeux environnementaux dans ses présentations et restitutions, en mettant en avant les leviers d'action concrets pour la mobilité durable.
  - Les résultats de l'étude devront être présentés de manière à faciliter l'appropriation des enjeux environnementaux par les élus et les décideurs, notamment à travers une synthèse accessible et illustrée mettant en avant les bénéfices des actions proposées.

Ces conditions d'exécution seront suivies par le MOA tout au long du marché. Tout manquement à ces engagements pourra faire l'objet de demandes correctives de la part du maître d'ouvrage.

### **1-5.6. Autres dispositions générales**

Conformément à la circulaire du Premier Ministre du 19 janvier 2022, le service bénéficiaire conduit une évaluation portant sur la qualité du service et l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin. Cette évaluation est réalisée à l'aide de la "fiche d'évaluation" disponible en annexe 1. Elle est complétée par l'équipe projet et validée lors de la dernière réunion du comité de pilotage, au plus tard un mois après la fin de la prestation.

### **1-6 Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

### **1-8. Propriété intellectuelle**

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- La liste des prix unitaire et forfaitaire ;
- Le détail estimatif ;
- La charte d'engagement de mise à disposition du modèle multimodal multipartenarial girondin (MMM33) (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES**

### **VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

#### **3-1 Contenu des prix - Règlement des comptes**

##### **3-1.1 Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

##### **3-1.2 Application des prix**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Les prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 11.3.5 du CCAG. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

##### **3-1.3 Modalités du règlement des comptes du marché**

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG.

##### **3-1.4 Modalités de paiement - Intérêts moratoires**

La transmission des factures doit s'effectuer conformément aux dispositions des textes suivants :

- ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n° 2014-697 précitée, toutes les factures doivent être transmises sous forme électronique, quelle que soit la catégorie de l'entreprise.

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture (demande de paiement) sur Chorus Pro.

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit

points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

### **3-2 Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

#### **3-2.1** Forme des prix

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3.2.3 et 3.2.4.

#### **3-2.2** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé « mois zéro » ( $m_0$ ).

#### **3-2.3** Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est l'index ING : ingénierie, publié sur le site internet de l'INSEE.

#### **3-2.4** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

avec :  $I_0$  = valeur de l'index ING prise au mois zéro ;

$I_n$  = valeur de l'index ING associée à la réalisation des prestations.

La valeur des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée à la date de remise des prestations, sauf si celle-ci est postérieure à la date de réalisation contractuelle, auquel cas cette dernière date est retenue.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du CCAG.

#### **3-2.5** Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'autoliquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage.

### **3-3 Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-11 à 16 du CCP, complétées par les stipulations suivantes :

- dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

Il est rappelé que dans le cas d'un groupement, seul le mandataire est habilité à présenter les demandes de paiement (article 12.1.3 du CCAG).

## **ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

### **4-1. Délai de réalisation**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance**

Par dérogations à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités journalières sont fixées ci-dessous.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Les pénalités journalières sont fixées à 100 euros.



#### **4-3.2.** Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Les pénalités journalières sont fixées à 100 euros.

#### **4-3.3.** Pénalités pour retard dans la remise des livrables

Lorsque le titulaire ne respecte pas les délais contractuels pour la remise des livrables attendus (rapports, jeux de données, notes de synthèse, etc.), les pénalités journalières sont fixées à 300 euros.

#### **4-3.4.** Non-prise en compte des demandes de modifications à la suite d'un COPIL ou d'un COTEC

Lorsque des ajustements sont demandés par le maître d'ouvrage ou les membres du comité de pilotage/technique et ne sont pas intégrés dans les délais impartis (sauf justification expresse acceptée), une pénalité de 500 € par jour de retard sera appliquée, à compter du dépassement du délai notifié dans le relevé de décisions du COPIL/COTEC.

#### **4-3.5.** Primes d'avance

Sans objet.

### **4-4. Autres pénalités**

#### **4-4.1.** Absence du titulaire ou d'un membre clé à une réunion obligatoire

En cas d'absence injustifiée du titulaire ou d'un expert mentionné dans le mémoire technique à une réunion obligatoire (COTEC ou COPIL), une pénalité forfaitaire de 800 € par réunion manquée sera appliquée.

Une absence est considérée comme injustifiée si elle n'est pas signalée 48 h avant la réunion, ou si aucune solution de remplacement équivalente n'est proposée.

#### **4-4.2.** Non-remise des supports ou compte-rendus de réunion dans les délais

Le titulaire doit transmettre au MOA :

- les supports de présentation 8 jours avant chaque réunion,
- les comptes-rendus dans les 8 jours suivant la réunion.

En cas de non-respect de ces délais, une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard et par document sera appliquée après une mise en demeure.

#### **4-4.3.** Non-conformité du livrable à la commande

Lorsqu'un livrable (note, rapport, carte, simulation, fichier SIG, etc.) est jugé non conforme aux exigences contractuelles, et qu'il doit être repris dans son intégralité, une pénalité forfaitaire de 300 € est appliquée pour chaque version rejetée, après mise en demeure de correction restée sans effet sous 10 jours.

En cas de rejet répété ou de non-reprise des remarques dans le délai imparti, la MOA pourra prononcer un ajournement (art. 29.2 CCAG-PI) ou un rejet (art. 29.4 CCAG-PI) des prestations, sans admission tacite possible.

#### **4-4.4.** Défaut de transmission de fichiers sources (modèle, données, SIG, simulations)

En cas de non-remise ou de remise incomplète des fichiers sources attendus (ex. : formats VISUM, Excel, SIG, scripts, etc.), une pénalité de 100 € par jour de retard, au-delà du délai prévu pour la remise du livrable final, sera appliquée après mise en demeure.

#### **4-4.5.** Retard dans la levée des points d'arrêt

Si un point d'arrêt n'est pas levé dans les délais contractuels en raison de l'absence de reprise des remarques du COPIL, une pénalité de 300 € par semaine calendaire entamée sera appliquée jusqu'à validation formelle de la mission par le COPIL.

#### **4-4.5.** Non respect de la Charte d'engagement de l'outil MMM33

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des engagements figurant dans la charte d'utilisation de l'outil MMM33, laquelle constitue une pièce contractuelle du marché. Le non-respect d'une ou plusieurs dispositions de cette charte, constaté par la maîtrise d'ouvrage ou par ses assistants (notamment le Cerema), pourra entraîner l'application d'une pénalité forfaitaire de 1 000 € par manquement constaté, sans mise en demeure préalable, conformément aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG Prestations Intellectuelles.

En cas de manquement persistant ou répété, ou de refus du titulaire de corriger les écarts constatés malgré une demande formelle de la MOA, cette dernière pourra :

- prononcer un ajournement de l'admission de la mission concernée conformément à l'article 29.2 du CCAG-PI ;
- voire, dans les cas les plus graves, prononcer un rejet partiel ou total des prestations, conformément à l'article 29.4 du CCAG-PI.

En l'absence de reprise conforme, la levée du point d'arrêt de la mission concernée ne pourra avoir lieu, et les pénalités pour retard de levée des points d'arrêt (cf. article 4-4.4) pourront être cumulées.

#### **4-4.6.** Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

#### **4-4.7** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité défini à l'article 1.4.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2000 €

#### **4-4.8.** Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2000 €

#### **4-4.9.** Non-respect des modalités de validation formelle

En cas de transmission d'un livrable présenté comme « version finale » sans intégration des remarques précédentes validées en COTEC ou COPIL, une pénalité forfaitaire de 200 € par version non conforme sera appliquée.

Cela constitue une méconnaissance des obligations de validation formelle définies à l'article 29.1 du CCAG-PI.

#### **4-4.10.** Non-respect des formats ou standards techniques exigés

En cas de transmission de livrables dans un format non conforme aux spécifications du marché (SIG, modèle de données, format de fichier, métadonnées...), une pénalité forfaitaire de 200 € par livrable sera appliquée après mise en demeure.

#### **4-4.11.** Communication non validée par la MOA

Toute diffusion d'un livrable, résultat ou synthèse à des partenaires extérieurs sans validation préalable explicite par la MOA pourra entraîner l'application d'une pénalité forfaitaire de 1 500 €, au titre du non-respect des obligations de confidentialité et de validation (cf. article 1.4.1 et 2.3.3 du CCAG-PI).

#### **4-4.12.** Défaut de mise à jour du planning ou du tableau d'avancement

En cas d'absence de mise à jour du planning prévisionnel ou du tableau d'avancement (ou du livret de suivi) plus de 15 jours après une demande formelle de la MOA, une pénalité de 50 € par semaine de retard sera appliquée.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

#### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

#### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE**

### **7-1. Conditions d'exécution**

#### **7-1.1.** Modalités particulières de réalisation des prestations

Sans objet.

#### **7-1.2.** Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

### **7-1.3.** Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

## **ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Admission**

Aucune stipulation particulière.

#### **8-1.1.** Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au MOA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

#### **8-1.2.** Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai suivant : 12 mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

#### **8-1.3.** Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### **8-1.4.** Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que

ceux indiqués ci-dessus.

### **8-1.5. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le MOA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **8-2. Garantie des prestations**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION**

### **9-1. Arrêt de l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 22 du CCAG, le MOA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-5 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

### **9-2. Résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES**

Sans objet.

## **ARTICLE 12. CLAUSES SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP		
CCAP 1-5.	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 4	déroge aux articles	14.1.2 et 14.1.3 du CCAG
CCAP 4-3	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 8-1.2	déroge à l'article	28.2 du CCAG
CCAP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG
CCAP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG